



Front de luttes - mars 2012

La nouvelle bastille à prendre, c'est le capitalisme !

Mensonges et démagogie

65 % des électeurs se déclarent déçus de la campagne des Présidentielles.

La capacité des candidats n'est pas en cause, mais plutôt l'incapacité du capitalisme (que tous ou presque défendent) à susciter l'espoir, puisque ce système à bout de souffle ne peut plus satisfaire les besoins populaires vitaux.

Le monarcho-présidentialisme constitue une mystification autour d'un prétendu « homme providentiel », héritage du passé monarchique, doté d'immenses pouvoirs, pour mieux incarner le relais des directives du Capital financier. Cette mystification s'opère à coup de « petites phrases » pour le « 20 heures », d'esbroufes médiatiques, d'annonces mensongères (Arcelor-Mittal), de coups bas contre ses rivaux. La forme prend toujours le pas sur le fond et pour ceux qui n'auraient pas compris, les médias sont là pour orienter indéfiniment les esprits avec les mêmes phrases répétées.

Le monarcho-présidentialisme est un système antidémocratique et antihistorique puisque, surmédiatisation oblige, il faut faire oublier le passé et le passif des candidats, cultiver une véritable amnésie.

Sarkozy, avec son quinquennat de cadeaux à l'aristocratie financière et son projet de TVA « sociale », s'autoproclame le « candidat du peuple » et se livre à des « engagements » sans que les médias sourcillent, alors que sa parole est totalement discréditée : Hollande, le social-libéral de toujours, promet de taxer les millionnaires et les rassure en privé sur le mode du « Vous ne serez pas concernés ».

Mélenchon et son principal soutien, le PCF, se présentent comme les tenants d'une « gauche avec odeur et saveur radicales », mais les mêmes siégeaient au sein du gouvernement de la gauche plurielle de Jospin qui a pulvérisé le record des privatisations et engagé la France dans des guerres impérialistes : Yougoslavie, Afghanistan. Tous promettent et oublient, le temps d'une élection, l'austérité, la dette, la crise, et critiquent l'UE qu'ils ont tous contribué à édifier. Alors, comme la situation des travailleurs est dramatique, le mécontentement massif, le FN fascisant a le rôle de droitiser les candidats du Capital à coup de pressions pour réduire les chiffres de l'immigration légale et illégale. Sarkozy suit ce sinistre sillage et désigne les prétendus responsables de nos maux : véritables boucs-émissaires, les musulmans et le halal, les « assistés ». Cette haine de classe antipopulaire vise à détourner l'attention de ses responsabilités et de celle du Capital, pour faire payer leur crise par les forces du travail. Sa campagne national-populiste dénonce « Schengen », alors qu'il est avec Merkel le principal artisan du Traité de Lisbonne et du nouveau Traité rendant obligatoire une politique d'austérité pour les familles populaires pour renforcer toujours plus les profits capitalistes.

Le PS, lui-même co-constructeur de l'Europe capitaliste, prétend renégocier le dernier Traité, mais alors pourquoi s'abstenir au Sénat (où il est majoritaire) et à l'Assemblée permettant ainsi la ratification ? Nous assistons au stade ultime du monarcho-présidentialisme, caricature où la bourgeoisie monopoliste cherche par les moyens les plus cyniques à duper, à maintenir le consensus autour du pouvoir (dictature de classe) capitaliste fondé sur le bipolarisme : UMPS/PS. Et si Bayrou en 2007, Le Pen puis Mélenchon en 2012, taxé de « populiste » puis maintenant de « sincère » et « grand orateur », sont médiatiquement mis en vedettes, c'est pour détourner l'attention de ce bipolarisme et de la satellisation autour des deux pôles dominants. Affrontement de forme, mais consensus autour d'un même contenu de classe favorable aux monopoles. En effet, quel que soit le candidat élu, l'austérité après le 6 mai sera amplifiée. Notre situation économique de pays en déclin n'est pas si éloignée de l'Espagne et du Portugal. Prenons la Grèce : lors de la campagne législative, le « socialiste » Papandreou et le PASOK recouraient aux phrases nationalistes et de « gauche » pour battre la droite. Maintenant les mêmes personnes gouvernent avec la droite pour appliquer la super austérité pour satisfaire les capitalistes grecs, les banques françaises et allemandes, l'UE et le FMI.

Les raisons du boycott

Pour dénoncer cette campagne de démagogie et de mensonges, pour faire entendre notre colère, il faut délégitimer la monarchie présidentielle et le pouvoir capitaliste. Notre campagne se déroule prioritairement vers les entreprises, car c'est la classe ouvrière et les employés qui seront le cœur du Front anticapitaliste et anti-UE.

1°/ Le boycott pour gagner dans l'action une Constituante se forgeant à la base dans les usines et quartiers populaires pour arracher au Capital, à la droite et à la social-démocratie le maximum de droits démocratiques pour favoriser le développement des luttes de classe.

2°/ Le boycott pour montrer que les déclarations ne suffisent pas, ce sont les luttes, les grèves massives et reconductibles, comme en Grèce qui feront reculer le Capital et poseront la question des salaires, de l'emploi, de la retraite à 60 ans pour tous.

3°/ Le boycott pour refuser le capitalisme y compris « l'altercapitalisme » prôné par les réformistes, pour montrer que la finalité du combat révolutionnaire, ce n'est pas le « partage des richesses » avec le Capital qui nous exploite, mais l'expropriation de ces mêmes capitalistes.

Le capital financier a fait son temps.

La nouvelle Bastille à prendre, c'est le capitalisme !

Ce qu'il faut aux travailleurs, ce n'est pas un changement de gouvernement mais par la révolution, un changement de pouvoir, celui de la classe ouvrière avec la nationalisation des monopoles, l'abolition du chômage, la planification économique permettant la satisfaction des besoins sociaux et culturels : le socialisme, seule alternative au capitalisme.

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement.

Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.

Inspecteurs de permis de conduire.

18 mars, des inspecteurs de permis de conduire, en grève pour revendiquer des hausses de salaires, bloquaient le grand centre d'examen de Rosny-sous-Bois (Seine-saint-Denis).

"Ça fait cinq ans qu'on négocie, qu'on discute pour notre reclassement et notre évolution statutaire, la seule partie qui n'a pas été respectée c'est la partie de la revalorisation de notre salaire, en ne respectant pas leur parole ils nous obligent à nous mobiliser", a expliqué le secrétaire général du syndicat majoritaire Snica-FO (72% des 1.500 inspecteurs).

Dès 08H00, une quinzaine de fonctionnaires ont installé des poubelles et des piquets interdisant l'accès au centre de Rosny-sous-Bois, l'un des principaux d'Ile-de-France avec Villacoublay.

Le lendemain la réaction du ministre des Transports Thierry Mariani ne s'est pas fait attendre : « *Je regrette cette grève qui pénalise des jeunes ou des moins jeunes qui attendent de passer leur permis et très sincèrement je trouve cette grève totalement injustifiée.* » !

Une trentaine de manifestants se sont rassemblés dans la matinée symboliquement au Mans, dans le département de François Fillon, afin de l'interpeller, parce que "le ministère de l'Ecologie n'a plus de ministre depuis le départ de Mme Kosciusko-Morizet comme porte-parole du candidat-président", avaient-il ironisé.

Le Mans est le cinquième site touché mardi en France où quatre centres d'examens sont bloqués, à Lille, Lyon, Toulouse et Paris. Le centre de Lezennes, principal centre d'examen dans le Nord, était aussi fermé mardi.

Compagnie de ferries britannique P&O (Transport maritime, Calais).

Des salariés français de la compagnie de ferries britannique P&O ont débrayé mercredi 21 mars à la suite des négociations salariales.

Un premier débrayage a eu lieu dans l'équipe du matin, à partir de 10H30.

Puis un débrayage est survenu en début d'après-midi parmi le service opérations, qui gère les embarquements.

La file d'attente s'allongeait sur le port mais aussi à l'entrée du tunnel sous la Manche vers 15H00.

Par ailleurs, la direction patronale du groupe reconnaît elle-même un "surcroît de travail depuis quelques mois".

La compagnie exploite depuis février un septième navire sur la liaison entre Calais et Douvres, où la concurrence a augmenté sa présence après la liquidation de SeaFrance. Une autre compagnie est présente depuis mi-février sur le trajet, LD Lines.

Renault.

Le même jour, plus d'un millier de travailleurs de différents sites du groupe Renault, de production comme d'ingénierie, se sont rassemblés devant le siège du constructeur à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) pour exiger une réouverture des négociations salariales. "Nous sommes entre 1.200 et 1.400 personnes, tous les sites ont envoyé des délégations, il faut remonter à plus de dix ans pour retrouver un tel niveau de mobilisation devant le siège", a déclaré un délégué CGT.

"Il y a un vrai mécontentement dans toutes les catégories de personnel, avec notamment plus de 500 techniciens et ingénieurs présents aujourd'hui", ajouté le responsable CGT, en précisant que la direction allait recevoir les syndicats dans l'après-midi.

Cette nouvelle journée de mobilisation - la quatrième depuis la fin des négociations annuelles sur les salaires le 24 février - se déroule le même jour qu'un comité central d'entreprise consacré notamment « au bilan social » de l'année 2011. Selon un responsable de Sud, "il y a un fort ressentiment parmi les salariés, qu'ils soient mobilisés ou non, car le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader".

Il y a des manifestants venus notamment du Technocentre de Guyancourt, de Lardy, du Mans, de Sandouville, de Douai, de Rueil-Malmaison. "Nous voulons un rattrapage sur les années de crise, mais la direction nous demande encore de nous serrer la ceinture alors que les hauts cadres dirigeants ne sont pas soumis au même régime: les dix plus hautes rémunérations ont augmenté de 10,4% en 2011", explique ce militant syndical. Le constructeur a indiqué avoir prévu une augmentation des rémunérations de 3% en 2012 pour la catégorie ouvriers et des Etam (employés, techniciens et agents de maîtrise), dont une partie sous la forme d'augmentations individuelles.

Pour les ouvriers, l'augmentation générale sera de 2,3%. Pour les Etam, elle sera de 2% et la moitié d'entre eux bénéficieront d'une hausse individuelle. Mais, l'augmentation générale (pour les Etam) est en fait en deux temps, avec 1,3% en avril et 0,7% en octobre, cela ne fait pas 2% sur l'année.

La direction patronale dit être disposée à négocier, après l'assemblée générale fin avril qui fixera le montant des dividendes, le principe d'une prime "partage des profits".

Cdiscount (commerce).

Le 8 mars, une centaine de salariés de la plateforme logistique de la société de vente par internet Cdiscount à Cestas (Gironde), ont cessé le travail pour exiger que les efforts réalisés par le personnel se traduisent par des retombées plus significatives en faveur du personnel. La direction se retranche derrière les accords, non signés par les syndicats qui appelaient à la grève, conclus dans le cadre de la NAO. La CGT révèle que le chiffre d'affaires est de 1 milliard d'euros et

la croissance de 14,5%, mais les salaires n'ont été augmentés que de 2,5%. La direction a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

- Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :
- Plan national de luttes contre le chômage.
- Interdiction des licenciements.
- Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.
- Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.
- Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Albany-Cofpa (Textile, Haute-Vienne).

Les travailleurs de l'usine de tissage Albany-Cofpa de Saint-Junien en Haute-Vienne, propriété du groupe américain Albany International, ont réussi par la lutte à empêcher la fermeture de l'usine sous des motifs de baisse de conjoncture. Le 24 février, ils avaient commencé à occuper le site, alors que la direction avait cadenassé les machines. Le 27, une manifestation, à laquelle des élus ont participé, a eu lieu contre cette fermeture et la suppression des 133 emplois. La communauté de communes avait racheté en 2004 les anciens locaux, cédé un terrain et pris à sa charge les aménagements de voirie. D'après le maire, le site affiche un taux de rentabilité de 17% tandis que les dividendes d'Albany international, détenu à 50% par un fonds de pension américain, sont passés entre 2001 et 2010 de 0,05 dollars par action à 0,51 dollars. La direction d'Albany International France voulait concentrer la production sur son site de Sélestat, proche du marché allemand. En 2009, le groupe avait déjà fermé l'usine de Ribérac (Dordogne), entraînant la suppression de 91 emplois. La firme, spécialisée dans les tissus techniques, emploie 4300 personnes dans onze pays. Le 6 mars, le travail a commencé à reprendre. Les salariés et la direction négociaient depuis une semaine. Finalement, le projet de fermeture a été retiré. Plusieurs protagonistes opposaient à cette fermeture pour des motifs boursiers la nécessité que l'économie soit au service des entreprises, comme si le profit maximum n'était pas le but de la production en régime capitaliste.

La bourgeoisie peut très bien fermer une entreprise rentable pour transférer sa production vers un autre site équipé de machines permettant une productivité plus élevée, donc un nombre plus important de cycles argent-marchandises-argent. Avec le même capital, elle obtient ainsi un profit plus important en accélérant sa rotation. Que les usines soient aux mains de capitalistes, voilà ce qui est inacceptable. Leur nationalisation sans indemnité et sous contrôle ouvrier est la seule solution pour pérenniser l'emploi.

Hôpitaux (Paris).

Début mars, les personnels sont en grève aux urgences de l'Hôpital européen Georges Pompidou (HEGP) pour dénoncer la situation critique. "Le personnel des urgences de HEGP a entamé une action pour mettre fin au scandale des patients "garés" sur des brancards dans les couloirs du service, les "pré-portes", a dit dans un communiqué la CGT de l'établissement qui parle de "maltraitance institutionnelle". "La qualité des soins, l'hygiène hospitalière ne peuvent plus être assurées par les personnels" qui "refusent d'engager leur responsabilité de soignants face à cette situation issue de la casse structurelle du service public de santé", poursuit le syndicat. La question est aussi celle du manque de lits en aval des urgences.

De son côté la direction de HEGP dit que « l'accueil et la sécurité des patients se présentant aux urgences sont normalement assurés par les personnels non grévistes et par des personnels grévistes assignés ».

A la tête du service des urgences, vient d'être nommé le Pr Philippe Juvin, député européen UMP et spécialiste santé du parti du président Nicolas Sarkozy. Ouvert en 1999, comme le reste de l'hôpital, le service des urgences de HEGP est un des plus importants de Paris et voit passer environ 50.000 patients par an.

Le 20 mars, quelques 400 travailleurs de l'AP-HP (Assistance publique-hôpitaux de Paris) se sont rassemblés devant le siège de l'établissement à Paris pour dénoncer notamment les restructurations.

Les personnels exigent l'arrêt des restructurations, de tout ce qui est en cours actuellement et qui remet en cause l'offre de soins et la prise en charge des patients. Des délégations de chaque établissement se sont rendues au rassemblement à l'appel d'une intersyndicale (FO, CGT, Sud-Santé, CFDT et CFTC). Dans un tract commun, les syndicats citent notamment le démantèlement du siège, de l'Hôtel-Dieu, le transfert des services de pneumologie de l'hôpital Saint-Antoine, des services ORL de l'hôpital Trousseau ou encore la suppression de la neurochirurgie à l'hôpital Henri Mondor. Les mouvements de grève en cours dans certains services (pneumologie à Saint-Antoine, urgences à Georges Pompidou, maladies infectieuses à Bichat) touchaient 70% à 80% du personnel. Les manifestants protestaient également contre la fiscalisation de la mutuelle des personnels de l'AP-HP voulue par la direction qui constitue la remise en cause d'un acquis de 1951.

Des représentants du personnel ont été reçus par la direction pendant plus de deux heures mais "*c'est un dialogue de sourds, on nous propose des réunions sur des restructurations qui ont déjà eu lieu*", a dit le responsable syndical.

La santé n'a pas de prix, exigeons le maintien et le développement du service public de santé en taxant les profits des grands laboratoires et des sociétés pharmaceutiques.

Dans son programme (de lutte), l'URCF se prononce pour la création d'un pôle de service public santé et pour des États généraux de la santé avec les professionnels, les usagers, les représentants des autres pôles de service public, les représentants des salariés afin de définir l'état des lieux et les besoins à satisfaire.

La création importante d'emplois dans le secteur de santé doit viser à rattraper les 100 000 emplois supprimés tant par la droite que par les sociaux-libéraux (PS et leurs alliés), puis à créer de nouveaux emplois selon les besoins. L'existence d'établissements privés fondés sur le profit est incompatible avec la santé publique.

La priorité doit être donnée aux Établissements publics de santé. Les aides publiques ne doivent pas aller aux établissements privés dont le financement doit rester totalement privé, sauf si ces dernières adhèrent au pôle de service public santé, pôle qui ne pourra voir le jour que dans un grand affrontement de classes où les luttes et les contradictions du système capitaliste seront exacerbées. L'heure est à la lutte dans tous nos hôpitaux en lien avec la population pour sauver et gagner notre droit à une santé de qualité pour tous.

Lutte qui devra se hisser au niveau d'une lutte générale pour être victorieuse.

Poste

Le 15 mars, une grève nationale des agents des bureaux de Poste avait lieu à l'appel des syndicats CGT, SUD, FO, CFDT, CGC-Unsa, pour dénoncer les conditions de travail, de rémunération et les suppressions de postes. A Paris, les agents ont manifesté devant le siège de la Poste dans le 15^e arrondissement. À Lille, c'était devant la Direction départementale. En Bretagne, touchée par deux suicides récents de cadres, plusieurs manifestations ont eu lieu à Rennes, Quimper... Il y avait près de 30% de grévistes. Les syndicats luttent contre la restructuration menée dans le cadre de la privatisation et pour des augmentations de salaires. D'après les syndicats, 10091 postes ont été supprimés en 2011 par le biais de départs non remplacés, 11700 en 2010, et près de 90000 en dix ans.

SUD a également déposé une plainte au pénal suite à un des suicides. Les travailleurs font sans difficulté le parallèle avec ce qui se passe à France Telecom. Les syndicats ont diffusé un communiqué disant que "*l'amélioration des conditions de vie et de travail des postiers et du service public postal passe avant tout par l'arrêt des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi qui ne visent que la rentabilité*". En plus des pétitions circulent pour inciter la Direction à ouvrir les yeux sur les souffrances des postiers.

Nous avons déjà à plusieurs reprises affirmé que la Direction est consciente de ses choix de classe et qu'il ne s'agit nullement d'autisme ou de refus de regarder la réalité en face. Seule la lutte de classe et la solidarité peuvent inverser le rapport de forces et éviter que des travailleurs ne voyant pas d'issue se suicident.

À la Plateforme Industrielle Courrier de Cestas, un préavis de grève illimité avait été déposé sur les conditions de travail. Des piquets de grève étaient assurés.

Éboueurs de la communauté urbaine de Lyon.

Les éboueurs de la communauté urbaine de Lyon ont fait une grève contre l'accélération de l'ouverture au privé du ramassage des ordures ménagères et sur les conditions de travail, notamment les samedis. La sortie des camions était notamment bloquée à Villeurbanne et Gerland avec des palettes et des voitures. La CGT revendique le maintien en régie publique de la collecte dans les centres de Lyon et Villeurbanne. La communauté urbaine "Grand Lyon" vise à "un équilibre 50/50 public-privé", comme le dit Thierry Philip, vice-président PS chargé de la propreté. Elle a assigné au tribunal plusieurs dirigeants syndicaux pour "entrave au droit du travail", que le maire PS Gérard Collomb a fini par retirer, avant qu'un autre référé soit déposé. Au fil du mouvement, la revendication du repos généralisé à tous les samedis s'est ajoutée.

La CGT des services techniques de la Ville de Lyon a aussi déposé un préavis de grève pour défendre le service public et le droit de grève, en solidarité avec les éboueurs.

Le juge des référés a interdit les blocages mais a autorisé des piquets de grève. Les éboueurs se sont aussi tournés vers les habitants qu'ils invitaient à signer une pétition. Le 26 mars, une centaine d'éboueurs ont manifesté sous les fenêtres du bureau de Gérard Collomb. La direction a fait quelques concessions sur les conditions de travail qui ont entraîné une reprise partielle du travail le 28. Le 29, le préavis a été levé suite notamment à l'engagement de Collomb de revenir en régie directe d'ici 2017. Des discussions doivent avoir lieu avec les maires concernés pour permettre que les agents bénéficient de week-end complets.

Sernam (transports, Moselle).

Près de la moitié des salariés du transporteur Sernam à Moulins-lès-Metz (Moselle) se sont mis en grève vendredi 23 mars, empêchant l'entrée et la sortie des camions, dans la crainte d'une liquidation judiciaire et d'une disparition de la Sernam. "*Nous n'avons pour l'instant aucune communication de la direction. Nous voulons des réponses*", a expliqué un syndicaliste. Le jeudi soir, les salariés de la plate-forme de Miramas (Bouches-du-Rhône) qui retenaient depuis la veille leur directeur et leur DRH, ont cessé leur mouvement de grève.

Geodis (filiale de la SNCF) est la seule entité à avoir déposé une offre de reprise partielle de l'entreprise, à condition qu'elle n'ait pas à payer les 642 millions d'euros d'aides indûment perçues lors de la privatisation de l'entreprise en 2005. La Sernam emploie 1.600 salariés.

Le tribunal de commerce de Nanterre a prolongé mardi de deux semaines la période d'observation du transporteur Sernam, sursis qui doit permettre à Geodis, seul candidat à la reprise, d'être fixé sur la position de Bruxelles à laquelle il conditionne son offre. Geodis, filiale de la SNCF, propose une reprise partielle des activités de Sernam et d'environ seulement la moitié de ses salariés (826 personnes sur 1.600) !

Mais il subordonne cette offre au fait de ne pas avoir à supporter le remboursement, exigé par la Commission européenne, des aides versées à Sernam avant et au moment de sa privatisation en 2005.

Un abandon du projet en cas de "niet" de Bruxelles rendrait quasi inéluctable la liquidation de Sernam.

En ces temps d'élections présidentielles bourgeoises et de promesses électorales, les tables rondes se sont succédé ces derniers jours au ministère des Transports entre les différents acteurs du secteur, pour étudier le reclassement des salariés du transporteur, tant en cas de reprise partielle que de liquidation.

Centre des Monuments Nationaux.

Les travailleurs du Centre des Monuments Nationaux étaient en grève.

La Sainte-Chapelle, l'abbaye du Mont-Saint-Michel et la tour de la Chaîne à la Rochelle étaient fermées au public vendredi 23 mars pour le deuxième jour consécutif. Le fonctionnement était aussi perturbé au Panthéon et à la boutique de l'arc de Triomphe. Les grévistes protestent contre les mauvaises conditions de travail et leur "dégradation depuis 2009", demandent "un changement de gouvernance" et "une nouvelle direction".

Les syndicats ont obtenu il y a trois semaines la communication d'un rapport mené par l'Inspection générale des Affaires culturelles (IGAC) sur la souffrance au travail au CMN, remis le 20 septembre au ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand. Le rapport est très accablant pour la direction selon un responsable CGT.

Le Centre des monuments nationaux rassemble, qui gère 96 monuments nationaux, est présidé depuis mai 2008 par Isabelle Lemesle, qui a été reconduite en mai 2011 pour un nouveau mandat.

PSA (Aulnay, automobile).

Le 23 mars près de 400 personnes se sont rassemblées à quelques pas du ministère de l'Industrie pour défendre l'avenir de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

À l'appel de la CGT, du SIA (Syndicat indépendant de l'automobile, majoritaire à Aulnay) et de la CFDT, ils revendiquent un engagement écrit de PSA sur le maintien des emplois de l'usine d'Aulnay au moins jusqu'à 2016 et l'attribution d'un nouveau véhicule après cette date. Répondant à leurs attentes, le ministère leur a annoncé la création d'une cellule de « suivi et d'anticipation industrielle » pilotée par le préfet de Seine-Saint-Denis ! Depuis la révélation en juin de documents de travail internes du constructeur automobile émettant l'hypothèse d'une fermeture du site d'Aulnay, les travailleurs du site sont dans la crainte.

Les syndicats s'inquiètent par ailleurs des conséquences industrielles et sociales de la récente alliance de l'américain General Motors (GM) et de PSA, qui doit permettre d'améliorer les profits des constructeurs avec notamment la production commune de certaines parties de leurs voitures, c'est-à-dire des économies d'échelle sur le dos des travailleurs comme toujours sous le capitalisme.

Société provençale de stationnement (gestion de Parkings, filiale du groupe Q-Park)

Les salariés de la Société provençale de stationnement (SPS), filiale du groupe Q-Park, qui gère sept parkings du centre-ville de Marseille, se sont mis en grève depuis lundi 28 mars pour protester contre une modification des contrats et des conditions de travail.

Le mouvement, appelé par les syndicats CGT, CFDT et FO, s'est d'abord traduit lundi par le blocage total de quatre parkings. Il en touchait cinq le mercredi, les grévistes ne barrant plus les accès mais laissant les usagers entrer et sortir gratuitement. Les salariés de SPS protestent contre la décision de la direction d'avoir muté d'autorité deux caissiers pour embaucher à leur place, dans un des 7 parkings géré à Marseille, des agents d'exploitation aux missions élargies à la surveillance et au nettoyage. "*Une décision prise sans consultation préalable du personnel concerné ni du comité d'entreprise*", et qui "*n'est motivée que par des motifs financiers, alors que SPS se porte bien*", ont souligné leurs représentants au cours d'une conférence de presse mercredi.

Les grévistes qui se disent "*déterminés à aller jusqu'au bout*" et même à "*bloquer à nouveau les parkings s'il n'y a pas d'avancée dans les négociations*" entamées mardi avec la direction, dénoncent également "*l'insécurité permanente et l'hygiène déplorable*" des parcs de stationnement. Q-Park France exploite 120 parkings en France - 400 salariés au total. À noter que la communauté urbaine de Marseille, Marseille Provence Métropole (MPM), dirigée par Eugène Caselli (PS) et qui accorde la délégation de service public à Q-Park, a indiqué, dans un communiqué, avoir déposé lundi un référé "*afin de pouvoir faire libérer les accès de ces parkings par la force publique si nécessaire*" (sic).

Le 30 mars, les salariés ont mis fin à la grève.

Cette réorganisation du travail, décidée sans consultation du personnel, a été suspendue jusqu'à reprise des négociations en présence des salariés concernés. Les grévistes ont obtenu une augmentation de 58 euros par mois pour chaque salarié dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire, et un étalement sur trois mois de la retenue de salaire correspondant à leurs quatre jours de grève.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs : Dunlop d'Amiens-Sud, Fonderie du Poitou Aluminium, Agence régionale de Santé (ARS) de Mayotte, GT Logistic, lycée professionnel Eiffel à Massy, lycées professionnels Baudelaire et Perret à Evry ...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un front d'alternative populaire anticapitaliste !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !